

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

18 AU 24 NOVEMBRE 1993

N° 933

10,00 F

## VALLÉE D'ASPE : LES BÉTONNEURS SONT DE RETOUR

**E**RIC PÉTIN était présent dans les studios de Radio Libertaire le 4 novembre dernier pour nous parler de la lutte menée par les opposants au tunnel du Somport et remobiliser, sur Paris, ceux que le bétonnage de la vallée d'Aspe révolte. Il revint sur les conditions qui ont fait qu'après que la Déclaration d'utilité publique ait été invalidée en justice, au mois de décembre 1992, le chantier allait pouvoir redémarrer.

Deux mois après la nomination dans le gouvernement Balladur de trois ministres originaires des Pyrénées-Atlantiques (Bayrou, Alliot-Marie et Lamassoure), le projet obtenait une nouvelle déclaration

d'utilité publique favorable, « tout aussi partielle, selon Eric, ce qui avait pourtant été le motif de rejet de la première. Aujourd'hui encore, on ne connaît pas le tracé de la route sur 20 km dans la vallée. Ils ont rajouté trente pages "d'étude globale" à

### Arrêter le chantier par l'action directe

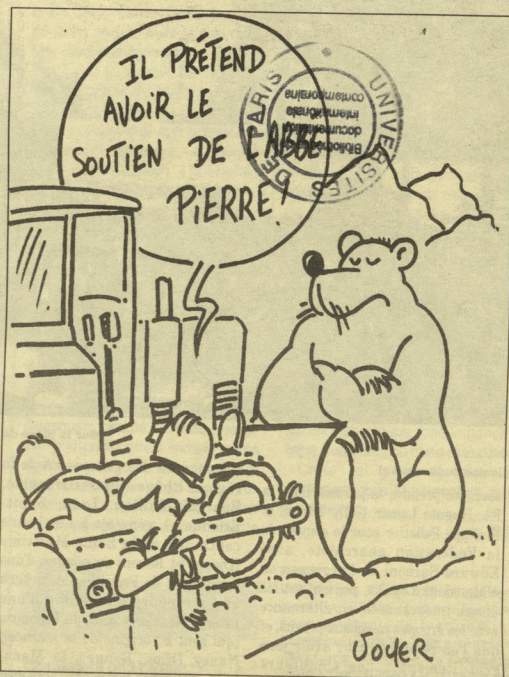
l'ancienne étude, où ils ont dit en gros que ça ferait un peu de bruit, un peu de pollution, que ça détruirait quelques maisons, mais qu'ils rajouterait des arbres... »

En octobre, Balladur signait le projet après l'avis du Conseil d'Etat. Le seul recours légal des opposants se trouve maintenant devant la commission contentieuse du Conseil d'Etat. Plusieurs associations l'ont fait, « mais cela prend de un à trois ans, nous dit Eric, et il y a l'exemple du pont de l'Île de Ré, construit en toute

illégalité pendant qu'un tel recours était déposé et concluait en sa défaveur. Aujourd'hui, le pont "interdit", il est là et il est exploité ».

Il n'y a donc que l'action directe pour arrêter le tunnel. Et d'après Eric, « c'est possible. Nous sommes plus déterminés que jamais. Plus de la moitié de la population de la vallée est maintenant contre le tunnel. Il y a des gros comités Somport à Toulouse, Pau, Bordeaux, Mont de Marsan, Angoulême, Nantes, des petits groupes à Paris... Mais l'important est de revenir sur place ».

Dès le 22 novembre, des camions protégés par des gardes mobiles viendront mettre en place le camp de travail du chantier. Les opposants comptent empêcher par tous les moyens (sit-in, barricades si nécessaire) que les camions ne montent. « Il faut leur faire perdre du temps et de l'argent. Dans la vallée, il y a de quoi faire une petite "guérilla", de quoi les gêner en beaucoup d'endroits et bloquer les accès... », explique Eric



en appelant toutes celles et ceux qui le peuvent à se rendre dans la Vallée d'Aspe à partir du 22 novembre. C'est juste en dessous de Pau. On prend le train Pau-Oloron puis une navette SNCF qui pourra vous déposer dans la vallée à un arrêt juste en face de La Goutte d'Eau, le refuge des opposants. Un hébergement gratuit à La Goutte d'Eau ou chez l'habitant devrait être possible (mais pas la nourriture), même si une participation

financière est souhaitée. Il est aussi possible de planter sa tente... Pour tout renseignement, contactez La Goutte d'Eau (1).

« A Noël, il ya des chances qu'on soit fixé sur le sort de la vallée », nous a dit Eric...

Bertrand Dekoninck  
(gr. Louise-Michel - Paris)

(1) La Goutte d'Eau, 64490 Cette-Eygun.  
Tél : 59.34.78.83.

LOUIS CHÉDID  
L'ARTISAN  
DU MICROSILLON  
P. 8



T2137 - 933 - 10,00 F



**U**N PALE SOLEIL de novembre baignait la place de la République, à Paris, en ce jeudi 11, date symboliquement choisie pour dire non à la guerre, au nationalisme et au racisme par le mouvement libertaire. De 11 h à 16 h 30, musique et discours ont alterné sur un podium dressé pour la circonstance, alors que du côté des deux tentes, où se tenaient les stands, les diverses organisations

ayant appelé à manifester étaient au rendez-vous, comme les dessinateurs anti-guerre (de Camicule).

Chaque organisation (FA, OCL, Union des anarchistes, SAT, Réflex, CNT-AIT historique [Bordeaux], Alternative libertaire) a pu exprimer son fait au sujet de la situation internationale (exception faite d'Urgences pacifistes, qui n'a pas

(suite p. 2)

**ANTIMILITARISME**  
**A Paris, forte**  
**mobilisation**  
**le 11 novembre**  
**contre le militarisme, le nationalisme,**  
**le capitalisme et le racisme**

ARGUMENTS  
« LES DOMINOS  
YOUGOSLAVES »

P. 4

FAP. 2520

# A Paris, forte mobilisation le 11 novembre



Sur la place de la République. Photo groupe FA de Dieppe.

(suite de la « a »)

souhaité prendre la parole). Pour la FA, Hugues Lenoir, Nelly Trumel et Philippe Pelletier pour le compte de la Fédération anarchiste, avec Edward Sarboni de Perpignan en « Monsieur Loyal », présentant les divers intervenants, en alternance avec les groupes musicaux prévus, et que l'on remercie pour avoir joué gratuitement : Les Chanteurs Livres, Sabine Viret, Bumblebee Spirit, Désert Culturel, Timides et Sans Complexe, avec apparition de Raymonde et Les Blancs Bees, sans leur battre. On remercie aussi le théâtre de rue Les Sang Cailloux de Lille.

Le mélange des genres, il faut bien le dire, semble avoir quelque peu desservi les orateurs, dont le temps de parole était mesuré, au profit de la fête et de la musique. Aussi, était-il utile de faire un tour du côté des stands, noirs de monde, pour, plus encore qu'acheter des livres et brochures, prendre des contacts avec les militants des différentes organisations ou pour échanger des impressions avec les nombreux provinciaux montés à Paris. Ainsi avons-nous eu plaisir à rencontrer les compagnes et

compagnons des groupes FA de la région Rhône-Alpes (Grenoble, Bourgoin-Jallieu, Lyon, Saint-Etienne...), venu(e)s à une bonne centaine ; de la Seine-Maritime (Dieppe et Rouen) au nombre d'une trentaine ; de Freyming-Merlebach et Sarrebourg au nombre d'une dizaine ou encore ceux de Besançon (qui sont à l'origine de la journée), Nancy, Dijon, Rennes, Le Mans, Lille, ou encore Perpignan, Toulouse et même Toulon...

La présence conséquente d'un public provincial a contribué à étoffer le rassemblement. Et, au final, ce sont plusieurs centaines de personnes qui ont mis les pieds sur la place, voire quelques milliers, sans que l'on puisse avancer de données chiffrées, en raison du va-et-vient incessant qui s'y est fait jour.

Des chiffres, pour ceux qui les apprécient, on peut en donner au sujet de la manifestation qui s'est déroulée sur le coup de 17 h, et ceci jusqu'à 18 h 30 environ, dans les rues du 11<sup>e</sup> arrondissement, jusqu'à la station de métro de Ménilmontant. Sur 300 à 400 mètres le cortège s'étirait. Plusieurs témoignages s'accordent à dire que près de

2000 personnes étaient présentes au démarrage d'une manifestation qui a vu son flot s'amplifier, dans la mesure où certains badauds l'ont rejointe. Ainsi, c'est environ 3 000 personnes qui semblent s'être retrouvées au final. On peut toujours négotier au niveau des chiffres, mais que la presse bourgeoise ait avancé celui de « plusieurs centaines de personnes », sous-tend que nous étions d'une ampleur conséquente (à midi, d'après la Préfecture de Police, il y avait déjà 500 personnes sur la place). Ampleur d'autant plus réelle qu'aux organisations parties prenantes de cette journée, il fallait compter avec le renfort d'Apache (SCALP), de l'Union pacifiste de France, du Mouvement des objecteurs, d'Avis de Recherche, de la



Nelly Trumel, oratrice de la FA. Photo groupe FA de Dieppe.

## CREUSE Rassemblement pacifiste à Gentioux

Malgré le froid, c'est une centaine de personnes qui se sont déplacées cette année au monument pacifiste de Gentioux, dans la Creuse, pour commémorer le 11 Novembre.

Ce monument, considéré comme sacrilège par les autorités civiles et militaires et jamais reconnu ni inauguré officiellement par l'Etat français, est le rendez-vous des gens refusant la guerre et le militarisme tous les 11 novembre, depuis 1990.

Faisant cercle autour de la statue d'un jeune garçon levant le poing en signe de révolte et montrant l'inscription « Maudite soit la guerre », des pacifistes, des libres penseurs, des antimilitaristes, des anarchistes, des enfants de l'école Bonaventure d'Oléron sont venus

dire leur dégoût de la guerre, leur désir de paix.

Les anarchistes, certain(e)s venant de très loin, ont participé à la manifestation avec une banderole stipulant « Ni dieu ni maître ! » et quelques drapeaux noirs. La Fédération anarchiste de la Creuse s'est exprimée à propos de la Yougoslavie, du nécessaire soutien aux mouvements anti-guerre, de l'Etat et du capitalisme générateurs de conflits, ainsi que des religions. Elle a dit la nécessité d'un changement de la société vers un fédéralisme libertaire. La conclusion fut qu'il ne fallait plus gémir mais agir.

De nombreux et nombreuses journalistes étaient présent(e)s, et tout le monde a pu s'exprimer librement.

Alayn Dropsy (individu FA)

CNT-Vignoles et de la 2<sup>e</sup> UR-CNT, qui pour certaines de ces organisations ont su drainer du monde au long de la journée. Et puis c'était sans compter sur le renfort des nombreux skinheads antifascistes de Paris, les SHARP, ou encore sur la Fédération de la Libre Pensée de la Seine.

Il faut aussi saluer la présence de camarades italiens, allemands et belges (l'équipe du mensuel *Alternative libertaire* et la FA de Bruxelles). Et ne point omettre les messages d'encouragements envoyés par nos amis allemands de l'IAFD, de la FA polonaise, du Mouvement anarchiste péruvien et du groupe ZAPO de Zagreb (Croatie). Touche internationaliste à cette journée du 11 novembre qui verra un prolongement par le biais du symposium international sur la guerre en ex-Yougoslavie, les 4 et 5 décembre, à San Floriano de Polcenigo (Italie).

On ne serait pas complet, si l'on passait sous silence les quelques incidents qui ont émaillé la fin de manifestation (vitrines d'un théâtre, d'un magasin du boulevard Voltaire et d'un Mac Donald brisées) et qui se sont soldés par quelques interpellations. Incidents que *Libération* et *Le Parisien* ont mis en avant, occultant l'essentiel. Antifascistes radicaux, éléments incontrôlés, provocateurs (ça se serait déjà vu), allez savoir ?

Mais dans l'ensemble, en considérant que l'on peut toujours faire mieux, on a le sentiment d'une certaine réussite, qui donne envie de renouveler et de multiplier l'expérience avec les autres organisations de la « mouvance libertaire », comme dit la presse, et ceci à Paris ou ailleurs. Avis donc aux préfetures, les anars redescendront dans la rue, si possible tous unis !

Claude Nepper  
(gr. La Villette - Paris)

## PRESSE

### Les journalistes absents pour cause de banquet avec les généraux

Amertume. On a beau savoir que nous n'avons rien à attendre d'une presse bourgeoise aux ordres d'un complexe militaro-industriel, mais l'écho rapporté dans les médias de ce 11 novembre antimilitariste peut nous laisser amers. Cela se résume à rien ou presque, rien qui soit politique, s'entend. La palme reviendra sans conteste à *Libération*, dont on peut s'offrir le luxe de citer la dépêche in extenso : « Anarchie. Des incidents ont éclaté hier après la manifestation de la Fédération Anarchiste (FA), à l'occasion du 11 novembre. Après la dispersion du rassemblement, quelques groupes de manifestants ont brisé la vitrine d'un restaurant "Mac Donald" ainsi qu'une devanture dans le 11<sup>e</sup> arrondissement ». Anarchie, des incidents ont éclaté... Pas un mot du nombre de participants à la journée ni du contenu politique de l'événement : antiracisme (ça devrait pourtant leur plaire, à Libé !), anti-nationaliste (quésaco ?), anticapitaliste (Ah, ça plait déjà moins) et, pour couronner le tout, antimilitariste. Réduire une après-midi contre les fauteurs de guerre à une vitrine brisée est de la haute voltige journalistique. Cela fera un encadré d'un trentaine de ligne dans le *Parisien Libéré*, qui parle lui de « légers incidents ». Mais le *Parisien* évoque tout de même le concert de l'après-midi et le thème de la manifestation. *Le Monde* n'était visiblement pas au courant des événements, qui

donnera l'intitulé de la manifestation, le nom d'un organisateur (la FA), se trompera dans les organisations soutenant la journée et parlera de dispersion sans incident... PPDA mentionnera au 20 h, sur TF1, le rassemblement : « Et cet après-midi, place de la République, plusieurs centaines de personnes, à l'appel de la Fédération anarchiste et d'autres organisations de la mouvance libertaire, ont manifesté contre l'ordre capitaliste et militariste ». M6, le temps de midi, en aurait fourni quelques images, mais assurément pas en soirée. C'est tout. Notons également qu'il est trop fatiguant pour la presse de noter le nom des organisateurs. Réflex et l'OCL n'auront été, par exemple, mentionnés nulle part ! Le 11 novembre n'aura été pour la presse que la commémoration de la victoire de 14-18, les décorations de « poilus », la gerbe de Mitterrand au soldat inconnu et de Balladur dans la forêt de Compiègne... et la cinquantaine de vieux pétainistes gâteaux qui ont été déposer leur gerbe sur la tombe du boucher de Verdun. 3 000 antimilitaristes contre cinquante fachos. Ce sont les fachos qui remportent la palme de l'information. Une vitrine brisée vaut cinq lignes, et un forum quasiment rien. Malgré la démocratie, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Quelle conclusion en tirer ?

B.D. (gr. Louise-Michel - Paris)

LE MANS

Montjoie : la relaxe

DOUZE JOURS de prison avec mise au secret ! Traitement rare, réservé d'après la loi aux personnes portant atteinte à la sûreté de l'Etat. Un acharnement des plus délinants. A titre d'exemple, Jean-Pierre Rochard, délégué syndical CGT et compagnon libertaire de la FA, suite à cette affaire a été licencié. Le licenciement est refusé par l'inspecteur départemental. Malgré tout, la direction de l'Association Montjoie fait appel. Alors que le dossier de l'inspecteur régional est favorable au licenciement, le ministère le refuse. L'association n'en reste pas là ; elle tente un recours devant le tribunal administratif, et a refusé pendant plusieurs semaines la réintégration, malgré la décision du ministère. Lors du procès, l'acharnement est tout aussi évident ! La plaidoirie des avocats a été de très grande qualité, notamment lorsque Maître Natali (avocat de M. Chouraki, le psychiatre

inculpé) montra l'orchestration politique de l'affaire, en indiquant : « Vendredi soir, 23 h, nous sommes quatre dans la salle : vous, Monsieur le Procureur, M. Chouraki et moi-même. Vous décidez d'enfermer M. Chouraki. Le samedi à 5 h, la presse l'annonce à la "une" ! D'où viennent les informations ! » Procès d'intention qui ne tenait pas debout, et la justice n'a pas osé passer à l'acte répressif puisque les six inculpés de Montjoie ont été relaxés, bien que l'affaire ait indiqué une envie de réprimer un secteur quelque peu gênant. La mobilisation qui s'est déroulée à la veille et lors du procès a très certainement eu de l'effet. 500 personnes étaient présentes à la manifestation qui s'est tenue dans les rues du Mans et 150 d'entre elles ont suivi le procès en permanence. Par ailleurs, une grève nationale fut lancée dans le secteur social par la CFDT et la CGT et des centaines de

courriers de soutien furent envoyés. A ce titre, le groupe FA du Mans tient à remercier l'ensemble de la Fédération et ses sympathisants. Des lettres sont arrivées de partout, d'individus, que l'on ne peut tous citer, des unions régionales Rhône-Alpes, Sud-Ouest, Centre-Ouest, des groupes de Rouen, Toulon... Une aide de quelques milliers de francs nous a été fournie à un moment où nous en avions bien besoin. Et puis, c'est sans compter l'écho fait par le Monde libertaire et Radio Libertaire... preuve d'une réelle solidarité ! Certes, le dossier n'est pas clos. Le Procureur a fait appel, mais pour l'heure, on ne connaît pas encore la date du second procès, qui devrait avoir lieu à Angers. Nous ne devons donc pas relâcher notre vigilance, mais la tournure de ce premier procès demeure une victoire qui compte. Régis Balry (gr. FA du Mans)

PARIS JOURNÉE D'ACTION

« Pas de quartier pour l'isolement carcéral »

« Pas de quartier pour l'isolement carcéral ! » C'est autour de cette interpellation que l'ensemble des structures ou organisations intervenant sur le domaine de la prison se sont retrouvées dans l'action, pour dénoncer, le mercredi 10 novembre 1993, l'isolement carcéral. Le Collectif de soutien aux prisonniers en lutte, créé pour l'occasion, a organisé, en liaison avec l'« intérieur », un certain nombre de manifestations dont l'objectif commun était d'informer sur la « torture blanche ». Prison dans la prison, les Quartiers de Haute Sécurité (QHS) ont été officiellement supprimés. Ils ont été débaptisés et discrètement remplacés par des Quartiers d'isolement (QI) à l'intérieur desquels sont placés les Détenus Particulièrement Surveillés (DPS), qui s'opposent à l'Administration pénitentiaire, qui refusent l'arbitraire, les brimades, les humiliations, qui revendiquent ou organisent des mouvements collectifs ou individuels, ce sont également les grévistes de la faim ou ceux qui tentent de se suicider. Enfermés vingt-trois heures sur vingt-quatre, les isolés ont une heure de promenade par jour, seuls, dans une cour recouverte d'un grillage. Lors des visites des familles, ils subissent d'humiliantes fouilles à corps ; ils ne peuvent lire ni livres ni journaux sans l'autorisation spéciale du directeur de la prison. Ils sont seuls pendant des jours, des mois et parfois des années, ce qui entraîne des problèmes psychosomatiques, de plus en plus graves ; dérèglements de l'appareil digestif, difficultés respiratoires, problèmes de vue et d'équilibre, troubles croissants de l'élocution... De diffusions de tracts en actions symboliques, tout était permis ce jour-là pour exiger la suppression des quartiers d'isolement, ce déni des droits de l'homme. L'équipe de « Ras-les-Murs »

COMMANDO ANTI-IVG DES LILAS

La CADAC et le procès de Bobigny

1971 : manifeste des 343 « salopes » déclarant avoir avorté. 1972 : Marie-Claire, mineure ayant avorté, est relaxée. C'est le premier procès où l'enjeu de l'avortement est clairement posé. 1993 : vingt-et-un an après ce procès historique, qui a marqué une étape décisive pour le droit à l'avortement, le tribunal de Bobigny jugeait, le 13 octobre 1993, Xavier Dor qui, le 16 mai 1992, attaqua, pour la troisième fois, à la tête d'un commando, la maternité des Lilas. La maternité d'une part, en raison de l'occupation de ses locaux et de la perturbation de ses services, et d'autre part une infirmière, Madame Brigitte Aubert et un médecin, Madame Marie-Laure Brival, qui avaient subi des brutalités, se sont constituées partie civile. Les chefs d'inculpation retenus sont « coups et blessures volontaires » et « violence et voies de fait avec préméditation ». Le tribunal a rendu son jugement le 3 novembre : requalification des violences contre Mesdames Brigitte Aubert et Marie-Laure Brival en coups et blessures ayant entraîné un arrêt de travail de moins de huit jours. Monsieur Dor est condamné à 12 000 F d'amende et doit verser 1 F de dommages et intérêts aux plaignants. En revanche, le tribunal relaxe Xavier Dor pour violences et voies de fait avec préméditation par rapport à l'Association Maternité des Lilas. Ainsi, un commando peut intervenir dans un centre hospitalier, insulter le personnel et les patientes, perturber l'activité du service, sans que le tribunal reconnaisse qu'il s'agit de violences et voies de fait. La préméditation est pourtant avérée quant à l'occupation des locaux : Xavier Dor a déclaré à l'audience, avoir perpétré 70 actions commando visant à empêcher la pratique de l'avortement et a nargué le tribunal en affirmant vouloir poursuivre ces exactions. Il est vrai que depuis la loi sur le délit d'entrave à la pratique de l'IVG, en date du 29 janvier 1993, Dor n'a plus mis ses menaces à exécution : il s'est contenté de manifester à trois reprises (la dernière action remontant au 6 novembre dernier) aux abords des établissements, et non plus à l'intérieur, bénéficiant de la clemence de la Préfecture de Police qui n'a pas jugé utile de le lui interdire, perturbant ainsi l'accès à ces établissements, ce que nous considérons contraire à la loi sur le délit d'entrave. Nous, Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) et Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), continuerons à défendre ce droit conquis par la lutte, droit légitime qui ne saurait être remis en question par une poignée de fanatiques. Nous serons aux côtés du collectif de Bordeaux lors du procès de la Trêve de Dieu, ce 18 novembre. CADAC N.B. : CADAC c/o MFPF, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris.

SQUATTERS

Le mépris des riches passe par la prison

On dit assez souvent que la Loi et le Droit ne sont que le droit du plus fort, que l'Etat, loin de protéger « la veuve et l'orphelin », défend d'abord leurs bourreaux. On en a une nouvelle preuve avec le logement. Une personne âgée a ainsi été jetée à la rue le 30 octobre par la préfecture de police de Paris : elle était locataire, mais refusait d'acheter l'appartement que son propriétaire avait décidé de vendre. La mairie de Paris avait pourtant « souhaité » comme chaque année que la trêve hivernale des expulsions débute le 15 octobre à Paris, sans se précipiter de savoir si ce « souhait » serait ou non respecté. Bel exemple de double langage. Depuis le premier novembre, les expulsions de locataires en titre sont donc légalement interdites. Pas celle des squatteurs, depuis une loi « socialiste » entrée en vigueur le premier janvier dernier. Claude Coasguen, député CDS du quatorzième arrondissement compte même enfoncer le clou en déposant prochainement un projet de loi anti-squatteurs. Jusqu'à présent, squatter n'était pénalement condamnable

qu'en cas de violation de domicile. Le député compte étendre la définition légale du squat à toute occupation illégale d'un immeuble, d'un local, d'un terrain bâti ou non (même une nouvelle preuve avec le logement. Ceci devrait être passible d'une peine de six mois de prison et 50 000 F d'amende ; un an et 100 000 F si le local occupé est habité. Les squatteurs étrangers seraient en plus discriminés, passibles d'une expulsion et d'une interdiction du territoire français. Il deviendrait possible de couper l'eau, le gaz et l'électricité des immeubles squattés même si les factures en sont payées. Le couronnement de cette loi sera la criminalisation du soutien au squat : celui qui soutiendrait des squatteurs ou inciterait à cette forme d'action directe seraient passibles de trois ans de prison et 300 000 F d'amende (!). Les peines seraient même plus lourdes dans le cas d'une action d'un groupe (une « bande » selon Coasguen) ou d'une association. Cette loi sera soumise au Parlement dans le courant du mois de décembre. B.D.

RENDEZ-VOUS

CHARLEROI (BELGIQUE) Le groupe Otchalanié de la Fédération anarchiste de Bruxelles organise le dimanche 28 novembre, à partir de 14 h, une journée libertaire, salle de l'Eden, boulevard de l'Yser, à Charleroi. Groupe Otchalanié c/o Gernika, 65, rue du Midi, 1000 Bruxelles.

PARIS Les groupes FA du 19<sup>e</sup> arrondissement (La Villette et Pierre-Besnard) vous invitent, le mercredi 15 décembre à 20 h, à une réunion-débat sur le thème : « Comment résister au chômage et à l'exploitation ? ». Rendez-vous salle de la Rotonde, Espace Jemmapes, 116, quai de Jemmapes (canal Saint-Martin), Métro Jaurès, 75010 Paris. Pour joindre les groupes La Villette et Pierre-Besnard, écrivez à la FA, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

le monde libertaire

Rédaction-Administration 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : (1) 48.05.34.08. FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Table with columns: Tarif, France (+ DOM-TOM), Sous pli fermé (France), Etranger. Rows for 1 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an.

Form with fields for Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville, Pays, A partir du n°, Abonnement de soutien, Chèque postal, Chèque bancaire, Autre, Virement postal, Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin, Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

RENDEZ-VOUS

**ANNEMASSE/BOËGE**  
Pour contacter la FA sur Annemasse et sa région, écrivez à : ADIR, BP 15, 74420 Boège.

**BOURGOIN-JALLIEU**  
Pour contacter la FA, écrivez à : « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche. Permanence : chaque samedi de 14 h 30 à 18 h au 20, rue Joseph-Seigner à Bourgoin-Jallieu.

**CHAMBÉRY**  
Pour contacter la FA sur Chambéry, écrivez à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

**GRENOBLE**  
Le groupe Jules-Vallès tient désormais sa permanence au 102, rue d'Alembert (dans le local du CDES), le mardi de 18 h 30 à 20 h 30. Groupe Jules-Vallès c/o AGDIR, BP 161, 38240 Meylan.

**LA TOUR-DU-PIN (ISÈRE)**  
Pour contacter le groupe de La Tour-du-Pin, contactez la FA de Bourgoin-Jallieu, qui transmettra.

**LYON**  
Les groupes FA de Lyon sont joignables à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10. La librairie est ouverte mercredi, jeudi, vendredi et samedi de 15 h à 19 h. Emission « Idées Noires », Radio Canut, 102.2 MHz, chaque mercredi de 21 h à 22 h.

**SAINT-ETIENNE**  
Pour contacter la FA, écrivez au groupe Nestor-Makhno c/o CNT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne. Permanence : chaque premier samedi du mois, à 18 h 30. Emission sur Radio Dio, 89 MHz, le jeudi de 21 h à 22 h. Tél. : 77.25.05.94

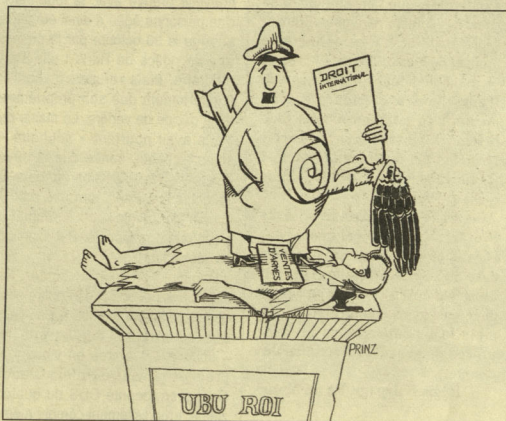
PARUTIONS

**PRESSE**  
Le groupe Henry-Pouillaie tient à la disposition des lecteurs plusieurs centaines d'exemplaires du *Monde libertaire* de la période entre 1973 et 1993. Ils sont à vendre 3 francs pièce (plus port). Pas d'année complète. Pas de liste disponible. Le montant des ventes reviendra au *Monde libertaire*. Ecrire au groupe Pouillaie, 145, rue Amelet, 75011 Paris.

**PRESSE**  
Le n° 104 (novembre 1993) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. Au sommaire : chômage et précarité, éducation libertaire, *Germain*, antimilitarisme. Prix : 6 F (abonnement : pour dix numéros : 60 F). Chèque à l'ordre de « Contre-Courants ». « Contre-Courants », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Le caveau « La Bohème » / théâtre Les Déchargeurs présente ELISABETH GUIMOU DE LA TRONCHE samedi 27 novembre à 20 h 30 samedi 18 décembre à 20 h 30 Prix des places : 80 F (tarif réduit : 60 F) Caveau « La Bohème » / théâtre des Déchargeurs 3, rue des Déchargeurs (M<sup>o</sup>/RER Châtelet) 75001 Paris. Réservations : 42.36.10.29 et 42.36.00.02.

# Les dominos



**L**E TRIOMPHE DE LA LOGIQUE de la purification ethnique en ex-Yougoslavie est lourd de menaces pour l'ensemble de l'Europe. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, des Etats européens octroient la citoyenneté sur des critères racistes, et excluent, menacent et violent les populations jugées impures qui vivent sur le même territoire. Certes, des guerres ethniques sévissent sur d'autres points du globe actuellement, comme en Angola, en Birmanie ou Sri-Lanka, mais le conflit yougoslave nous contraint par sa proximité à réagir d'urgence. De Londres à Moscou, les forces politiques xénophobes, nationale-populistes ou d'extrême-droite existent et se développent. Leurs programmes influencent les pratiques gouvernementales et les partis prétendus démocratiques ; pour preuve la création du parti « Cœur de Russie » par les partisans d'Eltsine au lendemain de la défaite de l'alliance rouge-brune. S'opposer au triomphe de la force brutale en ex-Yougoslavie, c'est prévenir l'extension de telles méthodes ici. S'opposer à la guerre en ex-Yougoslavie, c'est dénoncer les politiques qui l'ont déclenchée.

## Du Kosovo à la Bosnie la même logique

La guerre en Yougoslavie est le résultat direct de la tentative de confiscation du pouvoir fédéral par l'équipe de nationalistes serbes de Milosevic. Dès 1987, ces derniers s'appuient sur la revendication des Albanais du Kosovo pour une république fédérative au sein de la Yougoslavie (1), pour instituer la politique qu'ils mèneront ensuite en Slovaquie, sans succès, puis en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. En 1986, quatre-vingt mille Slaves signent une pétition où ils se déclarent « menacés de génocide » par les Albanais et en appellent à l'intervention de l'armée fédérale.

Or, sur le terrain, aucun fait précis ne corrobore ces craintes, si ce n'est quelques vitres brisées par des extrémistes albanais. Dès cette époque apparaît le discours placé au cœur de la propagande nationaliste serbe : les autres peuples de la Yougoslavie sont coalisés pour affaiblir la nation serbe. Sous prétexte de protéger les Serbes, des familles albanaises sont expulsées de villages serbes en direct à la télévision et en présence du président de Serbie, pourant évincé en 1987 par Milosevic puis sa mollesse face aux Albanais. Des embauches discriminatoires sont pratiquées dans les entreprises serbes. Sur le plan militaire, des milices slaves d'autodéfense aidées par l'armée fédérale quadrillent les villages serbes et nient la légalité des autorités du Kosovo. Cette stratégie sert de banc d'essai à ce qui va se passer plus tard en Krajina, en Slavonie puis en Bosnie.

Axant toute sa propagande contre les Albanais, l'équipe de Milosevic s'empare de la direction de la Ligue des communistes de Serbie en 1987. Sa stratégie est le contrôle du pouvoir fédéral. Aussi en janvier 1989, à la suite de manifestations hystériques à Titograd, les partisans de Milosevic prennent le pouvoir au Monténégro. Si la Voïvodine est facilement tombée de la même manière, le contrôle du Kosovo passe par l'instauration d'une loi d'exception en mars 1989 pour casser la résistance opiniâtre de la majorité de la population (2). Le délire grand-serbe prend alors toute son ampleur avec la commémoration, le 28 mars 1989, du sixième anniversaire de la bataille du Kosovo (3) avec la participation de deux millions de Serbes, venus de Serbie grâce à la logistique de l'état serbe (jours de congés, car, nourriture...). Milosevic annonce lors de ce meeting les guerres à venir : « Aujourd'hui six siècles plus tard, nous sommes de nouveau plongés dans des

batailles, et confrontés à des luttes à venir. Celles-ci ne sont plus armées bien qu'elles ne soient pas exclues. » (4)

## Le coulage de la fédération

Fort de quatre voix (Serbie, Monténégro, Voïvodine, Kosovo) contre quatre autres (Croatie, Slovaquie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine) au sein des instances fédérales, les partisans de Milosevic bloquent le fonctionnement fédéral et refusent toute transformation du système politique yougoslave, au moment où partout en Europe de l'Est, les régimes communistes à parti unique s'effondrent. Dès 1989, les autorités slovènes et croates tentent de modifier le système fédéral pour s'opposer à l'hégémonie paxn-serbe et s'intégrer à la CEE. Se prononçant pour une confédération de républiques souveraines, elles battent en brèche certaines lois fédérales, comme celle du parti unique, pour séduire les Occidentaux et éviter les débordements populaires. Ainsi, le 4 octobre 1989, le Parti vert (écologiste) est légalisé et les autres suivront. En Croatie, tous les partis d'opposition sont légalisés en janvier 1990. Enfin, en Serbie, à partir de juillet 1990, les partis serbes, hongrois et musulmans du Sandzak sont autorisés, alors que les partis albanais sont interdits. Dans le domaine économique, Croatie et Slovaquie s'opposent au « plan de stabilisation » fédéral de 1987. Peu à peu, la structure de l'appareil de production s'atomise et le transfert des ressources du Nord, plus développé, vers le Sud, se tarit. Le gouvernement serbe réagit par une politique inflationniste. La crise s'approfondit inexorablement. Milosevic exige le soutien des autres républiques, en clair la possibilité de faire intervenir l'armée fédérale, à sa politique contre les Albanais du Kosovo, qu'il accuse de sécessionnisme. Devant le refus des autres républiques, il considère qu'elles se font complices du « génocide » contre le peuple serbe, et tente d'organiser, en décembre 1988, un gigantesque meeting pan-serbe en Slovaquie, qui est interdit par les autorités slovènes. Les dirigeants slovènes et croates, face à la menace d'extension du pouvoir de Milosevic, et poussés par leur populations désireuses d'en finir avec le système communiste, organisent des élections libres, croyant consolider leur pouvoir. Celles-ci voient le triomphe des partis nationalistes contre les communistes sortants. La majorité des votants a préféré une politique de rupture claire avec la Serbie plutôt qu'une situation de blocage et de chantage, à la lumière de la répression à l'égard des

Albanais et des coups d'Etat au Monténégro, en Voïvodine et au Kosovo.

Le gouvernement nationaliste croate s'installe le 30 mai 1990 et propose la vice-présidence du parlement et du gouvernement aux nationalistes serbes du SDS, soutenus par Milosevic, qui refusent, assimilant les nouvelles autorités croates aux Oustachis nazis de la Seconde Guerre mondiale. Les nouvelles autorités croates épurent l'administration de ses cadres communistes, souvent serbes. Le SDS invoque les menaces de « génocide » et convoque un grand meeting en juillet 1990 à SRB en Krajina, zone de peuplement majoritairement serbe limitrophe de la Bosnie, pendant qu'est proclamée l'autonomie de la Krajina serbe. En décembre 1990, alors que cette région est contrôlée exclusivement par les milices serbes, le parlement croate vote une nouvelle constitution, dans laquelle la Croatie est définie comme un « Etat indépendant, unitaire, indivisible », membre d'une confédération yougoslave hypothétique.

## La purification ethnique mène à la guerre

A partir de mars 1991, les milices serbes tentent en Slavonie la même opération qu'en Krajina. Mais il y a un os. Le peuplement est mixte. Cette opération ne peut donc réussir qu'avec la disparition de la population croate. L'objectif des nationalistes serbes de réunir tous les Serbes dans un même Etat devient une politique d'exclusion des non-Serbes. La purification ethnique devient la stratégie adoptée pour atteindre cet objectif. Devant la résistance armée des populations croates, les miliciens serbes obtiennent le soutien de l'armée fédérale dès le 31 mars 1991. Censée s'interposer, elle favorise l'exode des Croates de Plivitec, puis des autres villages croates de Slavonie orientale. La guerre devient le moyen de réaliser la purification ethnique.

Le 25 juin 1991, la Slovaquie et la Croatie proclament leur indépendance après référendum. L'armée fédérale masse des troupes en Slovaquie. Aussi, le 28 juin, les autorités slovènes et croates suspendent pour trois mois leurs déclarations d'indépendance en échange du retour de l'armée dans les casernes. En l'absence de minorités serbes suffisantes en Slovaquie, l'armée fédérale évacue le territoire de cette république le 4 juillet 1991. On compte soixante-dix-neuf victimes. L'armée se retourne alors contre les forces croates aux côtés des milices serbes de Krajina et de Slavonie, régions qu'elle bombarde et dévaste

# S yougoslaves

jusqu'en janvier 1992. Elle rase les villes de Vukovar, d'Osijek et de Vinkovci ; un tiers du territoire croate est vidé de sa population croate et est désormais contrôlé par des milices serbes.

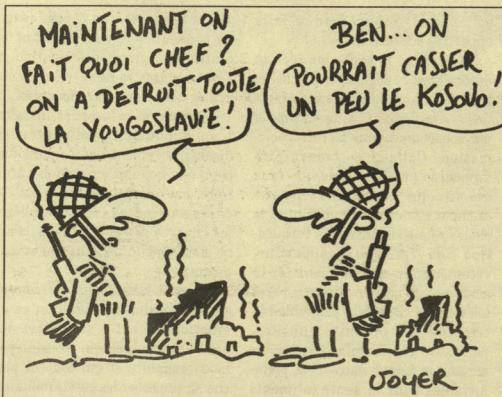
Entre la Krajina et la Serbie s'étend le territoire de la république de Bosnie-Herzégovine, où là encore les milices serbes préparent l'intervention de l'armée fédérale, la sécession des territoires qu'elles considèrent comme serbes, et la purification ethnique. Le 26 janvier 1992, les députés serbes de Bosnie réclament une confédération bosniaque composée de trois Etats-nations. Le 11 mars 1992, ils proclament la République serbe de Bosnie. L'armée fédérale encercle Sarajevo le 26 mars et bombarde Mostar et Visegrad le 15 avril. En outre, les milices serbes prennent le contrôle de villes à majorité musulmane.

La purification ethnique en Bosnie atteint les sommets de l'horreur en particulier contre les Musulmans et les Roms : déportations massives, massacres de masse, viols de masse collectifs à vocation démographique (5), destruction de tout lieu culturel non-serbe, colonisation de peuplement des terres et des bâtiments confisqués, camps de concentration.

Cette politique est planifiée en haut lieu ; ses auteurs bénéficient de l'impunité totale, voire d'une certaine glorification comme le sinistre Arkan, devenu député de la capitale du Kosovo.

## L'Occident complice des purificateurs

Face à la politique meurtrière des nationalistes serbes, pourtant prévisible dès 1987, la réaction des puissances occidentales, et donc de l'ONU, malgré l'alibi humanitaire et les condamnations verbales, s'est révélée n'être qu'une complicité. L'envoi de Casques bleus en Croatie a pérennisé les conquêtes serbes et le partage ethnique, laissant le poids de millions de réfugiés aux nouveaux Etats. La destruction de la Bosnie n'a suscité aucune intervention militaire mais il est vrai que le pétrole n'y coule pas comme au Koweït. Et l'ONU a même décrété un embargo sur les armes, consacrant la suprématie militaire de la Serbie dans la région, en contradiction avec le droit international, pourtant invoqué lors d'autres conflits, qui prévoit le droit à la défense pour les Etats membres de l'ONU. Et surtout, la logique ethnique, refusée par les



autorités bosniaques, a été avalisée par les plans de paix de l'ONU, incitant les forces croates et certaines forces musulmanes à construire des entités ethniquement pures par des méthodes tout aussi horribles.

Ainsi le président croate Tudjman, après avoir reconnu dans un premier temps l'intégrité territoriale de la Bosnie, joue la carte de la Grande Croatie, plus conforme à ses idéaux nationalistes, ne craignant plus désormais d'effrayer les puissances occidentales.

Tous ces arrangements géopolitiques sordides entre petites et grandes puissances sont justifiés par une propagande visant à présenter le conflit comme une guerre dont la fatalité serait due à des inimitiés inter-ethniques séculaires. Or, il y avait certainement moins de haines inter-ethniques à Sarajevo avant la guerre qu'à Montréal. D'ailleurs, nombres de Serbes, auxquels les milices serbes promettaient la vie sauve s'ils se proclamaient tels et non bosniaques, ont préféré rejoindre les forces bosniaques ou se réfugier à l'étranger. La haine a été créée et entretenue par la propagande et les massacres sélectifs.

musées, théâtres, studios de cinéma albanais sont fermés ; les bibliothèques sont purgées des livres en albanais ; et enfin disette et répression frappent presque toutes les familles albanaises. La population résiste de façon non violente par la création d'une contre-société clandestine. Tout ceci à portée d'un week-end en voiture depuis la France.

La victoire des nationalistes et de leur logique de ségrégation ethnique en Yougoslavie n'est donc pas qu'un conflit entre Etats donc l'issue ne concernerait pas les anarchistes. Certes, il ne s'agit pas comme dans l'Espagne de 1936-1939 d'une guerre entre révolutionnaires et fascistes rouges ou bruns, mais simplement du combat pour le droit des individus et des peuples à vivre ensemble avec les mêmes droits, quelle que soit leur nationalité. Dans ce contexte la paix risque d'avoir un goût amer, celui de la loi des purificateurs.

Comme le rappelle si bien Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix 1992 : « La paix ne signifie pas simplement l'absence de guerre, ou la fin des ventes d'armes, c'est l'élimination en premier lieu des causes de la guerre ».

Xavier Merville  
Denis Marchand  
(gr. Ubu - Paris)

## Associations

### LILLE : RENCONTRE AVEC LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE DU NORD/PAS-DE-CALAIS AU CCL BENOÎT-BROUTCHOUX

Le Centre culturel libertaire de Lille vous invite à débattre avec des agriculteurs respectueux de l'environnement, partisans des échanges Nord-Sud, ouverts sur le monde ouvrier et les associations de consommateurs, adversaires de la FNSEA et promoteurs d'un syndicalisme de transformation sociale... à savoir plusieurs militants de la Confédération paysanne du Nord/Pas-de-Calais. Cette rencontre-débat aura lieu le samedi 20 novembre à 15 h au CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives), 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.

### PARIS : CONCERT DE SOUTIEN A « RÉFLEXES »

Le dimanche 21 novembre à 17 h, un concert de soutien à la revue antifasciste *Réflexes* aura lieu au 14, rue de Nanteuil (M<sup>e</sup> Plaisance ou bus 62 arrêt Brançon), 75015 Paris. Tél. : 42.50.99.43. Au programme : Lulu Borgia (rock baroque acoustique) Igor Hagar, Mado et ses 1/2 Thon (chanson française populo), Paris Canaille (chanson d'la rue). Bouffe, boissons, table de presse. Entrée : 40 F.

### DEUX-SÈVRES : DÉCHETS NUCLÉAIRES

Le CIAD et GRANIT, associations contre l'enfouissement des déchets nucléaires dans les Deux-Sèvres, mettent en garde contre le fait qu'avant le 15 décembre 1993, l'Etat par l'intermédiaire d'un médiateur, M. Christian Bataille, doit trouver deux sites pour l'enfouissement des déchets nucléaires. Quinze départements seront visités, dont les Deux-Sèvres. Pour tout renseignement : CIAD, BP 1, 79240 Largeasse/GRANIT, L'Ardiville, 79200 Châtillon-sur-Thouet.

### PARIS : LIBRAIRIE DE LA 2<sup>e</sup> UR-CNT

La librairie de la 2<sup>e</sup> Union régionale CNT est ouverte au public chaque mercredi (sauf vacances scolaires) et chaque samedi, de 15 h 30 à 19 h 30. Vous y trouverez des ouvrages sur l'anarcho-syndicalisme, l'anarchisme, l'histoire...

### 2<sup>e</sup> UR-CNT, 39, rue de la Tour-d'Auvergne (M<sup>e</sup> Le Peletier ou Pigalle), 75009 Paris. Tél. : 48.78.78.64.

### BOULOGNE-SUR-MER : « LA MOUETTE ENRAGÉE »

« Que vienne le temps des révoltes », tel est le titre du n° 6 de la *Mouette enragée*, journal anticapitaliste trimestriel édité par le groupe OCL de Boulogne-sur-Mer. Au sommaire : le SUD-PTT et la mairie de Saint-Martin ; le camp de Boulogne ; télévision ; pêche, plaisance, emploi ; le marasme social sur Boulogne, PTT...

Prix : 7 F. A commander à : « Caribou », BP 21, 62222 Saint-Martin-lès-Boulogne cedex.

### CHAMPIGNY : « RUPTURES »

*Ruptures*, c'est fini ! Le mensuel communiste libertaire d'Ile-de-France cesse sa parution avec le n° 68, sorti courant octobre. Au sommaire : la délocalisation, le chômage, la Sécurité sociale, les banlieues, la drogue, l'antimilitarisme, les médias, la grève dans le milieu scolaire école à Champigny.

Prix : 9 F. *Ruptures*, BP 1, 94501 Champigny cedex.

### PARIS : « LE COMBAT SYNDICALISTE - FÉDÉRATION SANTÉ-SOCIAL-ÉDUCATION »

La Fédération Santé-Social-Education de la CNT-AIT édite un bulletin (gratuit) de quatre pages. Pour se le procurer, contre un timbre à 2,80 F, écrivez à la Fédération SSE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

## Le racisme d'Etat

Il ne s'agit pas de conflits entretenus par un sentiment national exacerbé des populations mais par le racisme d'Etat, comme le montre l'oppression de la population albanaise du Kosovo. Ainsi le 16 mars 1990, Milosevic décide le « programme yougoslave pour le Kosovo », qui vise à favoriser le peuplement serbe dans une contrée à l'écrasante majorité albanaise. Salaires préférentiels et accession facile à la propriété sont accordés aux Slaves et les transactions immobilières et foncières sont interdites aux Albanais. De plus, la constitution serbe de 1992 supprime l'autonomie du Kosovo.

Un dispositif impressionnant d'oppression est forgé : 200 000 Albanais, sur une population totale de deux millions, sont licenciés des secteurs publics ; l'enseignement en albanais est supprimé (6) ; *idem* pour les émissions de télévision, de radio, les journaux, les partis politiques, les syndicats albanaïes. La garde à vue est de soixante jours ; les disparitions et les cas de torture se multiplient ; la simple possession d'une cassette de musique albanaise est considérée comme une « activité ennemie » et vaut interpellation ; tous les

(1) En 1981, un mouvement pour la création d'une république albanaise à part entière au sein de la Yougoslavie (au lieu du statut de république autonome au sein de la Serbie) commence.

(2) Grève des mineurs albanaïes avec occupation des galeries, puis grève générale.

(3) Les Albanais étaient pourtant alliés aux Serbes contre les Ottomans lors de cette bataille !

(4) Brochure *Bosnie, réagir 1*, p. 2. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 30 francs.

(5) Confiscation des enfants nés des viols pour en faire des guerriers serbes car les Serbes ne sont qu'un tiers de la population en Bosnie.

(6) L'albanais est la langue parlée couramment par tous les Albanais et était la langue officielle du Kosovo. Elle s'écrit en caractères latins (le serbe en cyrillique).

(7) *The Starry Plough*, Dublin, juillet 1993.

Sur Paris, écoutez  
Radio Libertaire (89.4)  
« Chroniques d'Illyrie »  
jeudi de 8 h 30 à 10 h

RADIO LIBERTAIRE  
ET « MOTS ET MUSIQUES »  
présentent  
CLAIRE  
lundi 22 novembre à 20 h 30  
Théâtre Clavel  
3, rue Clavel (M<sup>e</sup> Pyrénées)  
75019 Paris. Tél. : 42.38.22.58.  
Prix : 70 et 90 F

CHILI

# Écologie et capitalisme

UNE PRÉOCCUPATION constante et croissante pour la sauvegarde de notre environnement est née de l'accélération de la dégradation des milieux naturels, surtout provoquée par les activités industrielles et agricoles. Cette préoccupation est venue aussi de la perception des dangers que les pollutions représentent pour nous, et pour la vie même de notre planète. Ces soucis ont jusqu'à présent été exploités par les pollueurs mêmes, c'est-à-dire les industriels, qui se sont mis à produire des articles « écologiques », « qui ne menacent pas la couche d'ozone » ou autre « gamme verte ». Les problèmes environnementaux ont aussi fait l'objet de récupérations par des partis politiques qui, dans l'optique d'élections, incluent les thèmes écologiques dans leurs programmes et discours.

Les solutions que nous donne le système (Etat, entreprises, politiques et partis) se réduit à l'élimination de quelques produits dangereux, au recyclage de (quelques) déchets, à la promesse de création de zones protégées, ou à la « négociation » avec des entreprises (qui préfèrent, entre autres choses, continuer à polluer en payant des amendes plutôt que de se conformer à des normes moins

polluantes), et pour finir, à faire appel à l'« esprit civique ».

Néanmoins, le problème réel du déséquilibre écologique réside bel et bien dans le productivisme comme fin, c'est-à-dire dans le capitalisme et par conséquent dans la surconsommation. Celle-ci se trouve être alimentée par la création de faux besoins qui se manifestent par exemple à travers la publicité et la mode, lesquelles mènent à l'acquisition de produits superflus, vêtements au goût du jour (et la mode est vite passée), divers autos et télévisions... Il ne faut pas oublier la création de produits inutiles, polluants et nuisibles comme les aérosols et fours à micro-onde, préjudiciables pour la santé (aliments irradiés, augmentation du nombre de cancers...).

Le capitalisme, en plus d'empêcher le développement de techniques qui permettent l'utilisation d'énergies peu ou pas polluantes, comme l'énergie solaire qui est plus économique et moins rentable pour les grandes compagnies, encourage la production de « biens » défectueux, qui seront vite consommés et remplacés.

Pour empêcher l'exploitation sauvage, démesurée et inutile des ressources naturelles, et puisque la production et la surconsommation en

sont les causes, nous devons réagir en conséquence en réduisant et contrôlant notre consommation. Il faut boycotter et saboter les usines et magasins de peaux et fourrures.

Dénoncer et refuser les installations d'industries polluantes, en disant clairement que ce n'est pas pour cela que des emplois disparaîtront, puisque des machines ont été créées sous le faux prétexte d'alléger les charges des travailleurs, alors qu'elles sont là pour augmenter la productivité.

Exiger et lutter pour la reconversion des industries polluantes en fonctionnement ; boycotter les produits jetables qui ne sont pas biodégradables et qui coûtent plus chers ; empêcher les essais militaires et la production d'armes, lesquelles sont polluantes, destructrices et inutiles ; voilà comment mettre fin au désastre.

Faire attention à la nature n'est pas suffisant ; planter un arbre est inutile si l'on n'empêche pas des milliers d'autres d'être coupés. L'écologie est et doit être une lutte anticapitaliste.

Paula Valenzuela  
du Collectivo anarquista  
Liberacion - Concepcion  
(extrait de *Tierra y Libertad*,  
n° 89, juillet 1993)

PALESTINE

# Libérons les hommes, pas la terre !

DANS LES TERRITOIRES occupés par Israël, on prépare le terrain pour les futurs dirigeants, en recrutant parmi la population palestinienne 20 000 futurs policiers destinés à maintenir l'ordre, celui déjà établi bien sûr.

Alors que des hôpitaux transformés en prisons restent des prisons, que des champs minés pour empêcher la moindre autonomie économique de la population rurale restent minés, que les lois interdisant les plantations d'arbres (1), la cueillette du thym ainsi que la pêche au large de Gaza, existent toujours. La ségrégation sur l'utilisation de l'eau n'a pas été abolie : 200 m<sup>3</sup> par an sont accordés à un Palestinien contre 20 000 m<sup>3</sup>, cent fois plus, à un Israélien, dans une région où l'eau est d'une importance cruciale pour l'agriculture. Cette mesure suffit à l'écrasement économique des Palestiniens. La fermeture fréquente des universités a obligé la jeunesse étudiante à s'expatrier pour terminer ses études dans de meilleures conditions, sans plus jamais avoir la possibilité de revenir dans son pays (les frontières ne s'ouvrent

que d'un côté pour les Palestiniens, celui de la sortie).

Cet arsenal de lois est bien plus efficace que n'importe quelle violence pour assurer la domination sur une population. De plus, cette violence institutionnalisée a l'avantage pour le dominant de ne pas laisser d'images pour les caméras. Cependant, on ne peut oublier que la bourgeoisie palestinienne s'en sort bien mieux ; le système lui permet même d'y trouver son compte grâce à des travailleurs corvéables à merci. Le chômage est tout bénéfique pour elle quand le « marché du travail » s'appuie sur la loi de l'offre et de la demande. Elle seule peut se permettre d'envoyer ses enfants étudier à l'étranger avec l'espoir que cette élite pourra revenir un jour participer au maintien de ses privilèges (le retour de la diaspora fait d'ailleurs partie des négociations futures). (2)

A Jéricho, le prix des terrains a doublé, les profits s'annoncent juteux ; ils permettront sans doute de financer quelques sorciers, prêchant la bonne parole, qui promettent à la population, en

échange de sa soumission et de sa conformité aux règles imposées par la religion, une promotion sociale dans l'au-delà, assurant ainsi le maintien de la structure hiérarchique à ceux qui craignent la révolte... une recette bien vieille, mais toujours terriblement efficace.

On libère la terre alors que ce sont les hommes qu'il aurait fallu libérer. La couleur du drapeau aura beau changer, la vie des Palestiniens ne changera pas tant qu'il y aura des dirigeants et des dirigés.

Au fil de l'histoire des hommes, le respect des Etats pour les autres Etats et non pour les peuples a malheureusement incité les peuples sans Etat à se protéger derrière ce que l'ensemble des Etats considère comme indispensable pour avoir le droit de vivre, à savoir des frontières, un drapeau, une armée et un chef. Les peuples auxquels les circonstances de l'histoire n'ont pas donné cela se sont fait massacrer par les impérialistes de toute nationalité, pour la simple convoitise des terres dont les autochtones n'étaient

qu'utilisateurs. Les Indiens d'Amérique du Nord et du Sud, les Tchérkesses, les Arméniens, les Juifs, les Tziganes et les Kurdes en ont été les victimes parmi tant d'autres. En inventant la propriété, l'Etat invente le vol et exclut ceux qui ne sont pas conformes à l'idéologie dominante. Pour l'Etat, la propriété a toujours eu plus de valeur que l'individu.

Seules des relations fédéralistes et égalitaires où les individus ne seraient plus concurrents, mais à la fois autonomes et complémentaires, pourraient garantir un avenir viable pour tous et mettront fin au darwinisme social appelé communément « libéralisme ».

Eric

(1) Une ancienne loi turque toujours en vigueur permet l'appropriation d'une terre sans arbres par l'Etat ; au besoin, il suffit même de raser les plantations pour expulser les Palestiniens et nationaliser la terre.

(2) Si les Palestiniens ne représentent que 3% de la population arabe, les diplômés palestiniens représentent 10% des diplômés arabes.

ÉTATS-UNIS

## Solidarité avec Bob Truck

Bob Truck est militant syndical de la United Steel Workers dans la société Ravenshood Aluminium. En 1991-1992 éclate une grève dure. Bob y participe. L'entreprise et le gouvernement font pression sur lui pour qu'il espionne ses compagnons grévistes : visites du commissaire de police fédérale, du procureur fédéral et des agents du Bureau des alcools, tabacs et armes à feu, perquisitions armées du FBI. Bob Truck a résisté.

Aujourd'hui, il est en prison pour 33 mois, accusé de posséder des explosifs (en réalité de gros feux d'artifice). Le juge a affirmé que Bob est un « danger pour la société ». A cause de cela, Bob est en plus placé sous surveillance constante, il ne peut effectuer un quelconque travail dans ou hors de la prison.

Il est urgent de lui exprimer soutien et solidarité en écrivant à : Robert Truck, # 03314-088, P.O. Box 4000, Springfield, MO 65808, USA et à l'Attorney General Janet Reno, 10th Street & Constitution Avenue, N.W. Washington, D.C 20530-0001, USA.

D'après WSA Press Release

NIGERIA

## Des nouvelles de l'Awareness League

Comme nous vous l'avions fait savoir, quatre militants de l'Awareness League au Nigeria, dont son secrétaire général, avaient été arrêtés et emprisonnés en mai 92 au cours d'un mouvement de protestation dans tout le pays contre la dictature Babangida, la politique d'austérité imposée par le FMI et la Banque mondiale, qui avait entraîné la fermeture des universités d'Etat. Ils furent placés en liberté conditionnelle au début de

cette année. Deux d'entre eux ont été réincarcérés par la suite car la Police de Sécurité d'Etat estimait qu'ils ne respectaient pas les conditions de leur mise en liberté.

D'après les informations fournies par l'Awareness League, les pressions et le harcèlement étatique à son égard n'ont pas cessé : perquisitions, coups de téléphone au travail... Deux militants de l'Awareness League ont été arrêtés début août lors des manifestations et de la chute du régime. Ils n'ont été libérés que récemment par le nouveau gouvernement dont les chefs ont été choisis, selon elle, par le général Babangida. Mais l'Awareness League, ses militants socialistes libertaires et anarcho-syndicalistes, continuent leur lutte et demandent toujours un soutien moral et matériel.

D'après WSA Press Release

N.B. : chèques avec la mention au dos « soutien à l'Awareness League » à envoyer aux Relations internationales de la FA, qui transmettront.

### CASSETTES RADIO LIBERTAIRE SUR L'INDE

Les Relations internationales de la FA ont édité une série de cinq cassettes sur l'Inde, se présentant comme suit :

- A) « Aspects historiques, religieux et politiques » (une cassette de 90 minutes. Prix : 40 F) ;
- B) « Situation politique depuis l'indépendance - Le conflit Hindou-musulman » (deux cassettes de 60 minutes chacune. Prix des deux cassettes : 60 F) ;
- C) « La musique classique hindoustanie » (deux cassettes de 60 minutes chacune. Prix des deux cassettes : 60 F).

Par ailleurs, on peut consulter un dossier documentaire sur l'Inde, *Les conflits intercommunautaires*, à la librairie du Monde Libéraire.

POÈTE

« Dimey

la blessure de l'ogre »

Yvette Cathiard - éditions Piro

On ne sait trop comment parler de ce livre *Dimey, la blessure de l'ogre* (1), petit par les dimensions, immense par l'émotion qu'il suscite. Biographie ? Témoignage ? Souvenirs d'un temps et d'un poète ? Chronique d'une vie de couple, déchirante, cruelle, formidablement heureuse ? Vraiment, ce petit récit est un chef-d'œuvre. Yvette Cathiard, la compagne de Dimey, écrit juste et fort, exactement le mot qu'il faut, à la place qui paraît prévue de toute éternité. Sans sacrifier à aucune mode littéraire, elle nous donne un récit qui est, précisément, un grand moment de littérature. Dimey en tournée à bicyclette. Dimey somptueusement reçu chez Barclay. Dimey au bout de la nuit, avec les vaincus de la vie. Dimey cherchant à rencontrer Montand, qui vient de chanter *Syracuse*, et se voyant jeter par les gorilles du grand homme de gauche : il était trop sale, le poète ! Dimey, ses deux bouteilles de côtes du Rhône à la main, cuvant sa vie dans cet infernal voyage éthylique où la mort ne fait pas longtemps crédit... Entre Pierre Brasseur et Michel Simon, Dimey, seul avec ses angoisses baignées d'alcool, et Yvette, tragiquement seule aussi et toujours là, attentive, présente, héroïque. Qu'est-ce que c'est beau tout de même, cet effort inutile vers le bonheur !

Ne manquez pas ça. C'est rare, les livres qui vous émeuvent à ce point, et pour des choses qui en valent la peine.

Guimou de la Tronche

(1) Christian Piro éditeur. Prix : 96 F. En vente à la librairie du Monde Libéraire.

Ciné sélection

Du « Mal du pays de Walerjan Wrobel » de Rolf Schubel

au festival « Il n'est jamais trop tard pour bien voir »

« Le mal du pays de Walerjan Wrobel » — Un enfant de 15 ans met le feu à un tas de paille. Il est condamné à mort ! Ce pourrait être de l'humour noir, c'est une histoire vraie. C'était en 1942, à Brême.

Un petit paysan polonais est envoyé au STO. Dans la ferme allemande, Walerjan Wrobel « a le mal du pays ». La paysanne considère les Polonais comme des sous-hommes, et traite l'enfant avec mépris et rudesse, encore que sans brutalité. Il s'imagine que s'il se conduit mal, on le renverra dans sa famille. Il provoque un début d'incendie. Bien qu'il n'y ait eu aucun dégât, la paysanne appelle la police.

Rolf Schubel démonte magistralement les rouages du nazisme. L'horreur au quotidien, appliquée sans passion par des gens « comme tout le monde », qui refusent de faire le petit geste qui pourrait gripper la machine administrative : le médecin aurait pu accorder le certificat d'aryanisation, qui aurait évité le camp de concentration à Walerjan ; le juge aurait pu ne pas prononcer la condamnation à mort... La loi sur le sabotage est passée après l'acte de Walerjan. Et de toute façon personne, pas même la Gestapo, ne le prend pour un saboteur. Personne ne souhaite spécialement sa mort. Personne ne s'intéresse suffisamment à lui pour tenter de le sauver. Les magistrats, qui l'ont condamné, ont été amnistiés... et ont continué à rendre la justice.

Malgré sa liste de prix impressionnante, le film de Rolf Schubel sort dans une seule salle à Paris : l'Espace Saint-Michel, avec une publicité réduite. Le budget de sortie du film (600 000 F) n'a pas permis de payer les prix exorbitants des emplacements dans le métro ou en si petit nombre, que le distributeur a choisi de jouer une autre carte : « affichage protégé » dans les magasins, affichage dans les universités.

Il faut 1 500 entrées hebdomadaires par salle pour pouvoir tenir, autant n'en avoir qu'une à Paris, tourner en banlieue et en province et laisser au bouche-à-oreille le temps de faire son œuvre, explique celui-ci.

Un film retiré prématurément de l'affiche est pratiquement sacrifié. Chaque année, des œuvres sont ainsi étouffées. Mauvaise date de sortie, pas assez de publicité, pression des gros distributeurs... les causes sont multiples. Une chose est sûre, il n'y aura pas de seconde chance. Il n'y aura pas de presse pour une seconde sortie, pas d'aide supplémentaire de l'Etat à la distribution. Qui s'y risquerait ? Mais... « il n'est jamais trop tard pour bien voir ».

« Il n'est jamais trop tard pour bien voir » — L'Association des

cinémas de recherche de l'Île-de-France (ACRIF) programmera onze films disparus prématurément, ceci à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1993. Jusqu'au mois d'octobre 1994, vingt salles municipales de la banlieue parisienne, parmi lesquelles nous retrouvons le fidèle Ciné Pantin du festival « Côté Court » et l'Ecran Saint-Denis, organiseront durant un mois une séance hebdomadaire suivie d'un débat, pour chaque film.

Pour ce premier festival « Il n'est jamais trop tard pour bien voir », l'ACRIF, qui collabore pour l'occasion avec l'Agence pour le cinéma indépendant (ACID), a sélectionné onze films qui n'ont pas eu la carrière qu'ils méritaient. Il y a ceux qu'on n'a pas pu voir, comme le documentaire de Renaud Victor, *De jour comme de nuit*, retiré de l'affiche au bout d'une semaine ; ceux qui ont été scandaleusement sacrifiés, malgré de nombreuses entrées, à l'intérêt de gros lobbies de distribution, comme *Border Line...* Festival coup de cœur de ces salles de recherche municipales qui résistent.

A l'affiche : *La petite ami d'Antonio*, d'Emmanuel Poirier (auteur de *La Lettre à Dédé*, grand prix de Clermont) ; *De force avec d'autres*, de Simon Reggiani ; *Parfois trop d'amis*, de Lucas Belvaux ; *Loin du Brésil*, de Billi ; *De jour comme de nuit*, de Renaud Victor ; *Le pays des sourds*, de Nicolas Philibert ; *Le Mirage*, de Jean-Claude Guiguet ; *Border Line*, de Daniel Dubroux ; *La chasse aux papillons*, de Ottavio Lusselliani ; *Sabine*, de Philippe Faucon.

Michèle Rollin

N.B. : pour tout renseignement sur *Le mal du pays de Walerjan Wrobel*, qui passe en banlieue et en province : 44.91.91.24. Espace Saint-Michel, place Saint-Michel, 75005 Paris.

Pour tout renseignement sur le festival *Il n'est jamais trop tard pour bien voir* : 48.44.93.88.

THÉÂTRE

« Le Cachot »

Jacques Lesage de la Haye - éditions Caractères

UN NOUVEAU LIVRE vient de paraître sous la plume de Jacques Lesage de la Haye : *Le Cachot* (1). Il s'agit d'une pièce de théâtre très agréable à lire, mais qui, pareille à toute pièce de théâtre, gagnerait bien sûr à être vue et entendue. Et, si j'en parle aujourd'hui, c'est autant pour évoquer la qualité intrinsèque du texte et les idées libertaires ouvertement défendues par Jacques Lesage de la Haye que dans l'espoir non dissimulé d'attirer l'attention d'un metteur en scène sur ce texte engagé.

*Le Cachot*, pour Jacques Lesage de la Haye n'est pas uniquement celui auquel tout un chacun est porté de prime abord à songer. Le cachot dans cette pièce n'est pas seulement carcéral, certes, en ce sens qu'il emprisonne le corps ou l'esprit, lorsque ce n'est pas les

deux, mais il peut revêtir de multiples aspects : l'ignorance, la croyance en un dieu, la superstition, la bêtise constituent en effet autant de prisons pour l'esprit... des prisons moins visibles, moins palpables, moins révoltantes, mais dont il semble bien plus difficile de s'échapper que du cachot physique.

Un cachot nommé la « vie »

*Le Cachot* de Jacques va même jusqu'à nous rappeler que la vie elle-même peut fort bien, selon ce que nous en faisons, ou selon ce que d'autres nous obligent à en faire, devenir un cachot, dont de toute façon, aucun de nous ne sortira vivant. Dans ces conditions autant (mieux vaut) faire de la vie un hymne à la liberté et à l'amour, plutôt que de la transformer en prison remplie d'interdits et de contraintes. Alors vivons libres !

Mais peut-on vivre libre sans posséder ce minimum de repères culturels, politiques, économiques et libertaires qui permettent à l'esprit de désirer la justice pour tous, l'égalité sociale et matérielle, l'équité devant l'accès à la culture, en un mot, de se situer dans le temps et dans son environnement, de manière à pouvoir influencer sur le cours des choses, afin de permettre aux hommes, à tous les hommes, sans distinction de couleur ou de

prétendue nationalité, d'accéder à l'émancipation et à la liberté ?

Jacques Lesage de la Haye assure que non, et ce depuis longtemps. En cela, *Le Cachot* constitue un outil de plus à mettre à l'actif de ce libertaire, qui continue, avec une belle et rare opiniâtreté à enfoncer le clou de la liberté anarchiste dans la caboche têtue de l'ignorance et de la bêtise.

Didactique, sans être ennuyeux, loin de là, de mon point de vue, *Le Cachot* devrait trouver à être monté sans plus tarder, ne serait-ce que pour participer, au plus vite, à démonter ce vieux monde.

Serge Livrozet

(1) *Le Cachot*, éditions Caractères, 108 pages. Prix : 75 F. En vente à la librairie du Monde Libéraire.

FORUM

« Art et anarchie » à la sortie des actes du colloque (organisé en 1991 pour les dix ans de Radio Libertaire)

samedi 20 novembre 16 h librairie du Monde Libéraire 145, rue Amelot (M° Oberkampf) 75011 Paris

FORUM

« Un anarchiste espagnol DURRUTI » Avec Abel Paz

samedi 27 novembre 11 h 30 « Chroniques rebelles » (Radio Libertaire - 89.4) 16 h 30 librairie du Monde Libéraire

LYON  
SAMEDI 20 NOVEMBRE  
15 H  
Projection du film  
« Un AUTRE FUTUR »  
documentaire  
sur la révolution espagnole  
(1936-1939)  
à la librairie  
La Plume Noire  
19, rue Pierre-Blanc  
69001 Lyon

L'ARTISAN DU MICROSILLON

# Louis Chédid

## « J'irai casser la gueule aux salauds »

**M**OTEUR... L'action se déroule sur scène. C'était un soir de juillet aux « Francofolies » de la Rochelle et une autre fois à Hagondange. Avec de la musique entre la cour et le jardin et des projecteurs qui éclairent le public. Louis Chédid laisse défiler le film de la vie. Ça parle d'un « monde cinglé » et d'une époque morose, ça cause de la solitude, de ce « putain d'amour », des « illusions perdues », des libertés, et ça tire la langue aux salauds. Cet « indien sur le sentier de la guerre » laisse sa plume battre au vent d'un autre univers. « Partir, loin du réel/Courir, sous un autre ciel/Déployer ses ailes », écrivait-il déjà, en souhaitant partir vers un ailleurs où « les temps sont moins difficiles ».

Assis à sa table de travail ou debout sur la scène, un stylo ou un micro dans la main, Chédid nous balance ses émotions et ses mots gonflés de magie, d'utopie et de saines révoltes. Impossible alors de ne pas se sentir frère de ce mec. De celui qui fait allumer la salle pour regarder les têtes de ceux qui sont venus l'entendre chanter. Et qui leur dit un peu timide, « vous savez, je vous aime bien... et vraiment, je ne le dis pas à n'importe qui » (1). Et quand Chédid part « faire la chasse aux ordures », que voulez-vous, le public se lève. Contre ceux qui reviennent avec « le gros blond », « crier bien haut et bien fort.../ Bleu-blanc-rouge », cette « historique hystérie », la « nazi-nostalgie » que Chédid

dénonce en souhaitant qu'un jour ses chansons « nous fasse(nt) tous sourire ». Contre « les vautours de la télé-pubelle » qui mettent de « l'hémoglobine sur l'objectif ». Contre « sa majesté pontificale » qui « a déclaré l'port du latex/Illicite péché capital » (« Que peut-il bien savoir du sexe ? » demande Chédid). Au « journal de minuit », cette « heure du crime » avec « le sida, la guerre et en prime, une météo pourrie ». Louis Chédid oppose ce temps qu'attendent les noctambules, cette « fille de la lune/Sur le boulevard du crépuscule/Sensuelle, si belle », la nuit. A « l'humanisme facile » et à « la force tranquille » qui « vend des armes à l'Amérique Latine/Tout en dénonçant ses dictatures assassines », il oppose

sa « Liberté », celle où chacun est « Libre d'aller, de venir/De passer les frontières/De voyager, de bouger, de partir/De faire le tour de la terre/Ni Dieu, ni maître, esclave de personne/Liberté, liberté pour tous les hommes ». Face « aux ministres, secrétaires d'Etat » et à tous ces hommes de pouvoir que lui « plus en vouloir », Chédid choisit d'être avec ceux qui vivent « du mauvais côté », ces « enfants sans enfance », ces « hommes sans liberté », « toutes ces non-assistances/A personnes en danger ». La poésie de Chédid sent la solitude, elle sent aussi l'amour et résonne d'espoir. Voilà quinze ans qu'il chante, loin des hits-parades (ça n'empêche pas le succès) et des tiroirs-caisses.

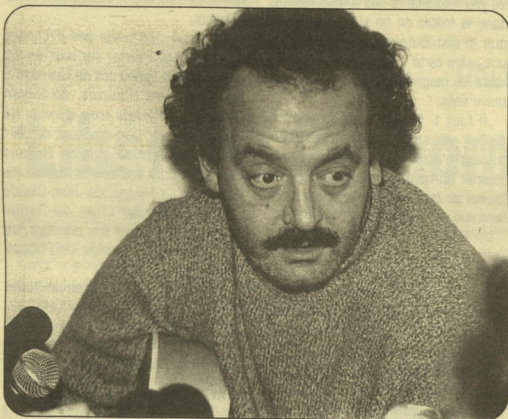
Chédid, c'est d'abord une écriture et ça donne quelques textes qui ne vieillissent pas. C'est une voix qui sait transmettre ses paroles et qui refait à chacun sa part de bonheur. Un artisan du microsillon (c'est quand même plus joli que compact-disc), qui bricole dans son atelier des petits trésors de mots et de musiques. Louis Chédid est un chanteur sacrément humain.

Pascal Didier

(1) Déclaration d'amour au public de la Course au cours des dernières « Francofolies ». Un tabac, comme on dit ! N.B. : A écouter le dernier Chédid, *Ces mots sont pour toi* (Philips 1992). Et bien sûr les huit albums précédents, et notamment *Ainsi soit-il* (1981), *Panique Organisée* (1983), *Anne, ma sœur Anne* (1985), *Bizarre* (1988) et *Zap* (1990).

### INTERVIEW

## Chédid en quelques mots



« Je n'écris pas des chansons pour plaire à un commercial. »  
Photo Elisabeth Ben Bachir.

**Anne, ma sœur Anne**  
Je ne regrette pas de l'avoir écrit. Ce que je regrette, c'est qu'elle ne soit pas démodée. Et j'ai souvent dit que le jour où cette chanson serait démodée, je serais très content. L'extrême droite, c'est quelque-chose qui me dégoûte depuis très longtemps.

#### Optimisme

Il y a une espèce de climat de morosité dans lequel on baigne et dans lequel on nous entretient. Et je crois que soit on y patauge, ou soit on essaye au contraire que ça se passe le mieux possible. Ce n'est pas une punition, la vie. Et moi, je préfère être bien dans ma peau que

d'être mal. J'ai essayé d'avoir la vie la plus agréable et la plus belle possible, de façon à rendre les gens autour de moi, et les gens à qui je peux parler, plus heureux.

#### Citoyen chantant

Un auteur de chansons, c'est un citoyen comme les autres. Il voit des choses qui lui déplaisent et il a envie d'en parler. Et quand il y a des choses qui lui plaisent énormément, il a envie de les promouvoir. C'est une façon de s'exprimer et de dire certaines choses. Il y a des chanteurs qui ne veulent pas se mêler des choses d'actualité. Je le comprends et je le respecte ; mais moi, j'ai tendance à ouvrir ma

gueule quand il y a des choses qui me... C'est mon truc. Je n'écris pas des chansons pour plaire à un commercial, j'écris pour plaire à des êtres humains qui sont susceptibles de les entendre et de les apprécier ou pas.

#### Le public

C'est la chose la plus importante. On écrit des chansons pour un jour venir ici et rencontrer des gens qui sont intéressés par ce qu'on fait. Faire des chansons, c'est vouloir communiquer, rencontrer des gens et leur donner le plus de bonheur possible. Quand je monte sur scène et que les gens viennent me voir, c'est la chose qui me fait le plus plaisir. C'est la récompense de tout le travail que j'ai pu faire.

#### L'écriture

L'amour du mot... Les mots, c'est la seule façon qu'on a de pouvoir s'exprimer. La seule façon avec les sentiments et avec le fait de pouvoir être avec quelqu'un en état... sentimental, et là, on n'a plus besoin de mots. Mais sinon, il y a les mots. Et les mots, on en fait ce qu'on veut. On peut s'en servir pour blesser, on peut s'en servir pour aimer et on peut s'en servir pour gueuler. Les mots, c'est des outils, c'est rien d'autre.

#### Exception culturelle

Ce que je constate et que je trouve rigolo et ridicule à la fois, c'est qu'un film français, on le critique. On dit : « il est bon » ou « il est mauvais », les acteurs sont ceci ou

cela... Quand un film américain déboule en France, on dit : « il a fait 150 millions de dollars au box-office », et point. On ne vous dit même pas si c'est bien ou pas bien. Je trouve ça pas terrible comme mentalité et les journalistes sont des cautions de ce genre de choses, en général. Je ne trouve pas ça équitable. C'est parce que ça a fait 150 millions de dollars que c'est un bon film. Et pour les disques, c'est pire...

#### Humanité

Il y a des gens qui ont une vie beaucoup plus riche que cette espèce de vie standard qu'on nous montre toute la journée, des gens qui essayent de faire des choses, d'aider les autres qui ont moins de chance qu'eux. Ça existe beaucoup plus qu'on ne le croit, mais on n'en parle pas, de ça, parce que c'est pas très spectaculaire. C'est beaucoup

plus intéressant de montrer des gens qui sont vraiment dans la merde parce qu'à ce moment-là, on devient spectateur. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui commencent à décrocher de tout ça et qui en ont marre. Ça commence à changer, tout ça, et heureusement. Il y a plus d'humanité qu'on ne croit dans le monde. Moi, j'y crois, faut se battre pour être heureux et être heureux, c'est pas des conneries. C'est vachement plus difficile et c'est vachement plus courageux d'être heureux que morose.

Propos recueillis par Pascal Didier (Hagondange, 22 octobre 1993)

Louis Chédid  
Casino de Paris  
17 - 20 novembre 1993

### SOMMAIRE

PAGE 1 : Vallée d'Aspe : les bétonneurs sont de retour, A Paris, forte mobilisation le 11 novembre (suite p. 2).  
PAGE 2 : A Paris, forte mobilisation le 11 novembre (suite de la « une »), Les journalistes absents pour cause de banquet avec les généraux, Rassemblement pacifiste à Gentoux (Creuse).  
PAGE 3 : Montjoie : la relaxe, Le mépris des riches passe par la prison, « Pas de quartier pour l'isolement carcéral », La CADAC et le procès de Bognigny, Infos FA.

PAGE 4 : Infos FA, Les dominos yougoslaves (suite p. 5).  
PAGE 5 : Les dominos yougoslaves (suite de p. 4), Associations.  
PAGE 6 : Écologie et capitalisme, Solidarité avec Bob Truck, Des nouvelles de l'Awareness League, Libérons les hommes, pas la terre (Palestine).  
PAGE 7 : « Dimey, la blessure de l'ogre », Ciné sélection, « Le Cachot », Sélection RL.  
PAGE 8 : Louis Chédid « J'irai casser la gueule aux salauds », Chédid en quelques mots.